



LE BAROMÈTRE DE LA CONFIANCE POLITIQUE

LA NOTE / #2 / vague 11bis

Avril 2020

LA SCIENCE N'EST PAS VALORISÉE PAR LA CRISE SANITAIRE

La crise sanitaire a engendré des réactions très positives vis-à-vis du monde hospitalier et médical, laissant entendre qu'une nouvelle ère de rationalité scientifique s'ouvrirait. Néanmoins, les activités scientifiques n'ont pas bénéficié d'une valorisation sociale particulière. Celle-ci dépend toujours étroitement du niveau de populisme des enquêtés. La comparaison avec l'Allemagne et le Royaume-Uni montre par ailleurs que les statistiques officielles fournies par le gouvernement en France ne suscitent qu'un faible niveau de confiance. Derrière la crise sanitaire, la crise démocratique est toujours active.

Méthodologie : La vague 11bis du Baromètre de la confiance politique a été réalisée du 2 au 7 avril 2020 pour le terrain français auprès d'un échantillon représentatif de 1 766 personnes interrogées selon la méthode des quotas. L'échantillon allemand est composé de 1 033 enquêtés et l'échantillon britannique de 1 090 enquêtés. Ces trois échantillons sont des panels déjà interrogés en février.

Luc Rouban

Le statut de la science est l'un des enjeux sociétaux et sociaux les plus importants dans la crise sanitaire provoquée par le Covid-19. Le rôle central du système hospitalier, des médecins et des personnels soignants a fait l'objet d'une reconnaissance très large, saluée autant par le Président de la République ou les membres du gouvernement dans leurs interventions publiques que par l'instauration, au sein de la population française, de rituels d'applaudissements de soutien le soir à 20 heures qui n'étaient pas sans opposer le sacrifice du personnel médical et l'effort du monde de la science à l'inefficacité du politique.

Les vagues 11 et 11bis du Baromètre contiennent un certain nombre de questions permettant de savoir si les représentations de la science mais aussi de l'expertise ont évolué sous l'effet de la crise sanitaire. À ce titre, on peut émettre deux hypothèses sur les conséquences politiques de la crise sanitaire : soit celle-ci a fait revenir en force une demande de rationalité et d'expertise scientifique, soit elle a nourri la critique populiste des élites et de la science. On peut comparer les résultats de 2020 à ceux que l'on avait obtenus dans le cadre de la vague 10 du Baromètre en décembre 2018 et qui reposaient sur les mêmes questions.

I - L'image sociale de la science ne s'est pas améliorée

En quoi l'image sociale de la science s'est-elle trouvée améliorée par la crise sanitaire ? L'enquête montre le haut niveau de confiance que les enquêtés accordent à l'hôpital public, qui passe de 82% de confiance à 89% entre février et avril 2020 comme à toutes les autres institutions qui participent, d'une manière ou d'une autre, à la lutte contre l'épidémie comme l'armée, en qui la confiance est passée de 77% à 79%, et, dans une moindre mesure, la police en qui la confiance est d'un niveau plus bas mais en très légère progression (de 68% à 70%).

Le cœur de la question reste néanmoins de savoir si les activités scientifiques en tant que telles ont bénéficié d'un regain de confiance, que ce soit dans la perspective de trouver des mesures prophylactiques, des traitements ou un vaccin. On dispose de plusieurs questions que l'on avait déjà posées lors de la vague 10 du Baromètre menée en décembre 2018. À la question : « Avez-vous l'impression que la science apporte à l'homme plus de bien que de mal, autant de bien que de mal, plus de mal que de bien ? », les enquêtés répondent en moyenne qu'elle apporte autant de bien que de mal à hauteur de 46%, plus de bien que de mal à concurrence de 41% et plus de mal que de bien à 12%, soit une stabilité très forte en comparaison de décembre 2018. La tendance majoritaire est donc toujours au scepticisme et l'image sociale globale de la science ne s'est pas améliorée. Seule la représentation du personnel scientifique, qui bénéficiait déjà d'une forte cote dans l'opinion, a fait quelque progrès. C'est ainsi que 85% des enquêtés (contre 79% en 2018) réagissent positivement à la proposition : « Les chercheurs et scientifiques sont des gens dévoués qui travaillent pour le bien de l'humanité ». La dissociation entre les chercheurs et la science comme activité sociale, parfois suspectée de faire le jeu des intérêts économiques ou politiques, est donc clairement maintenue.

Par ailleurs, 66% des enquêtés estiment que « le bon sens est souvent plus utile que les connaissances scientifiques » (64% en 2018) et 37% d'entre eux (33% en 2018) estiment que la science et la technologie menacent à un degré ou un autre les valeurs morales.

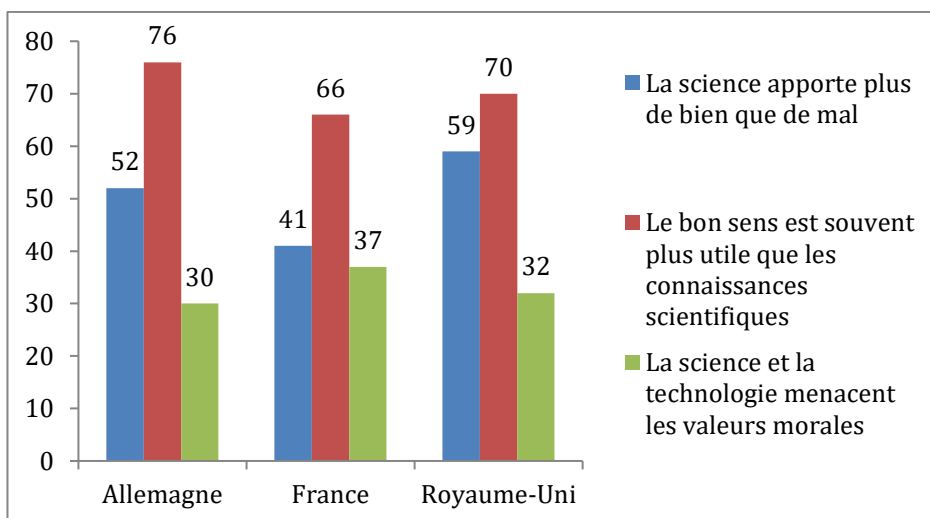
Pour étudier l'image de la science de manière plus synthétique, on a construit un indice de soutien à la science à partir des items suivants : la science apporte plus de bien que de mal, les connaissances scientifiques sont plus utiles que le bon sens, la science et la technologie ne menacent pas les valeurs morales. Cet indice va donc de 0 à 3 et a été dichotomisé entre soutien faible à la science et soutien fort. En avril 2020, 45% des enquêtés ont un niveau élevé de soutien à la science (niveaux 2 et 3 de l'indice) et 55% ont un niveau faible (niveaux 0 et 1 de l'indice). En 2018, les chiffres respectifs étaient de 48% et de 52%. Comme les échantillons de 2018 et de 2020 ne sont pas les mêmes, on peut nuancer cette dégradation mais il demeure que la crise sanitaire n'a pas généré de surcroît de passion, de respect ou d'intérêt pour les activités scientifiques.

La comparaison avec l'enquête similaire menée en Allemagne et au Royaume-Uni montre que les enquêtés français restent beaucoup plus sceptiques sur les apports positifs de la science et ont davantage de réticences quant aux menaces que celle-ci ferait peser sur les valeurs morales. En revanche, ils sont moins nombreux en proportion à relativiser les connaissances scientifiques au nom du bon sens.

On remarque également de fortes différences générationnelles en Allemagne, en France et au Royaume-Uni car la proportion d'enquêtés ayant un niveau élevé de soutien à la science grimpe systématiquement au-delà de 65 ans. Alors qu'elle reste stable en France entre 41 et 44% dans les générations plus jeunes, elle passe à 52% chez les seniors. En Allemagne, elle passe à 57% et au Royaume-Uni à 65%. Par voie de comparaison, elle est bien plus basse chez les 18-24 ans : 41% en France, 45% en Allemagne et 40% au Royaume-Uni, où l'écart est le plus important.

Graphique 1 - La science en Allemagne, en France et au Royaume-Uni en 2020 (%)

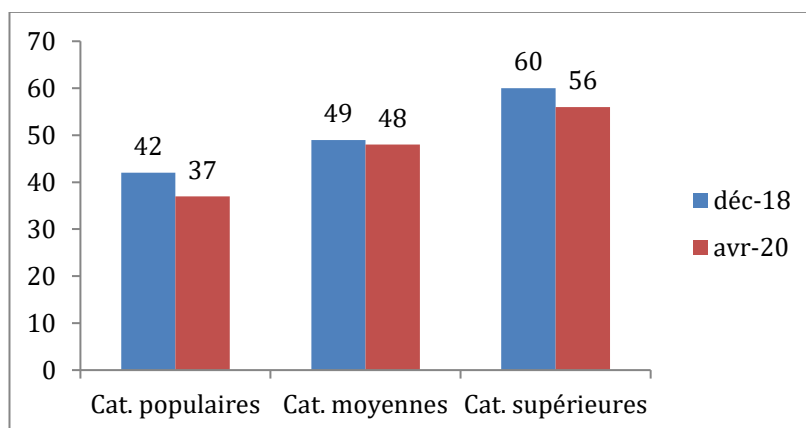
Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 11bis, 2020



L'image sociale de la science dépend toujours fortement du niveau de diplôme. La proportion d'enquêtés soutenant fortement la science passe ainsi en France de 30% au niveau CAP à 45% au niveau Bac puis à 58% au niveau mastère et 64% au niveau du doctorat ou des grandes écoles. Elle reste toujours fortement tributaire de l'appartenance aux diverses catégories sociales¹. La comparaison entre les enquêtes de 2018 et de 2020 montre que l'érosion des représentations positives de la science a touché toutes les catégories sociales.

Graphique 2 - Le soutien à la science par catégorie sociale en France entre 2018 et 2020 (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vagues 10 et 11bis, 2020



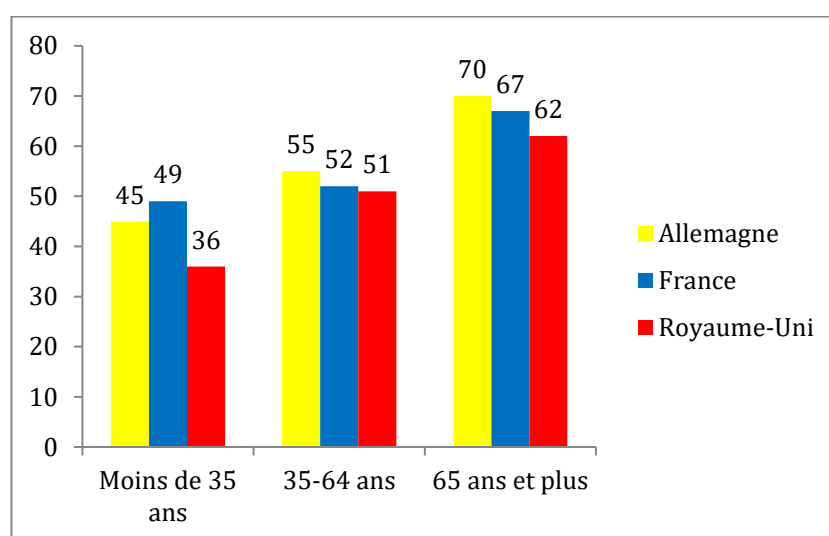
¹ La définition des catégories sociales repose sur les regroupements suivants, tout en reconnaissant que ce type de classement est toujours imparfait et qu'il peut être amélioré : les catégories populaires comprennent les ouvriers, les employés du privé comme du public et les artisans-commerçants ne disposant pas de personnel. Les catégories moyennes recouvrent les artisans-commerçants ayant des salariés, les femmes au foyer, les étudiants, les professeurs des écoles, les enseignants du second degré, les maîtres de conférence, les officiers, les journalistes, les professions intermédiaires du privé comme du public et, par défaut, les agriculteurs. Les catégories supérieures sont composées des cadres du privé, des industriels et gros commerçants, des patrons de TPE, des professions libérales, des cadres des trois fonctions publiques - à l'exception des enseignants - et des entreprises publiques, des permanents politiques, des universitaires de rang A, des intellectuels et artistes. Les retraités sont classés en fonction de leur dernière activité professionnelle.

II - La science face au populisme

La fracture sociopolitique que l'on retrouve partout entre les jeunes peu diplômés et en situation économique précaire, d'un côté, et les seniors diplômés et relativement fortunés, de l'autre, se retrouve dans les représentations de la science. On peut faire l'hypothèse que ce rejet de la science chez les plus jeunes se nourrit de toutes les craintes que les évolutions technologiques, et notamment l'intelligence artificielle, font naître quant à l'évolution des emplois et du marché du travail ou, dans le cadre de la crise sanitaire, des interrogations quant à l'origine de l'épidémie. Les origines naturelles de l'épidémie ne sont surtout défendues que par les seniors de 65 ans et plus et cela dans les trois pays alors que les enquêtés les plus jeunes, en-dessous de 35 ans, sont beaucoup plus nombreux en proportions à penser soit qu'il a été créé intentionnellement dans un laboratoire soit fabriqué de manière accidentelle.

Graphique 3 - Les origines naturelles du coronavirus par tranche d'âge et pays (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vague 11bis, 2020



La question se pose donc de savoir si l'on assiste à la victoire de la science sur les populistes ou à la situation inverse qui verrait le populisme gagner du terrain entre décembre 2018 et avril 2020 puis jouer un rôle prépondérant dans les représentations de la science.

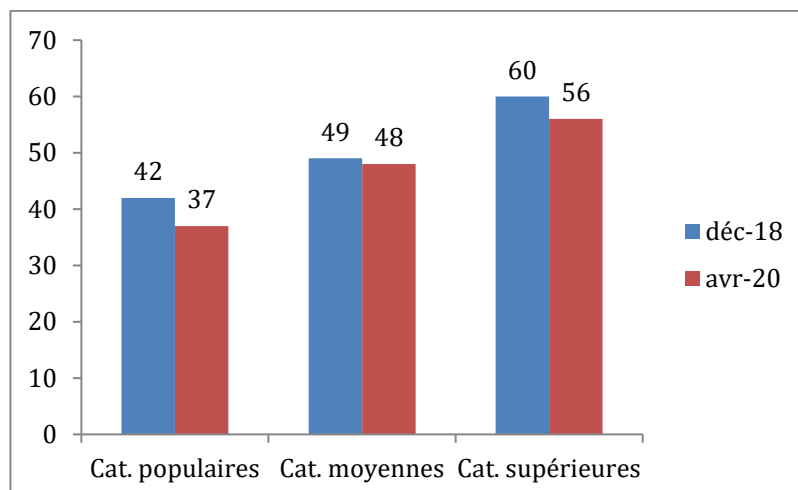
On a donc créé un indice de populisme reposant sur les réponses positives à trois questions : les hommes politiques sont plutôt corrompus ; un bon système politique est celui où les citoyens et non un gouvernement décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays ; la démocratie fonctionnerait mieux en France si les députés étaient des citoyens tirés au sort. Cet indice, qui va donc de 0 à 3, constitue une échelle statistique assez solide (alpha de Cronbach = 0,549). Il a été dichotomisé afin de distinguer un niveau faible de populisme (niveaux 0 et 1) d'un niveau élevé (niveaux 2 et 3). Le même indice a été construit pour l'enquête de décembre 2018 afin d'avoir des points de repère historiques précis. Entre décembre 2018 et avril 2020, le niveau d'ensemble du populisme n'a pas augmenté, du moins tel qu'on le mesure ici : dans les deux enquêtes, 57% des enquêtés en moyenne sont d'un niveau élevé de populisme. Par comparaison, ce niveau élevé de populisme est de 55% en Allemagne et de 51% au Royaume-Uni.

Si on croise cet indice avec la catégorie sociale, on voit que les enquêtés français appartenant aux catégories populaires étaient 67% à partager un haut niveau de populisme contre 53% des catégories moyennes et 41% des catégories supérieures. L'idéologie populiste est donc relativement bien implantée. La distribution du populisme selon le vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 montre que les électors de la gauche comme de la droite radicale se rapprochent par un haut niveau de populisme : 74% de haut niveau de populisme dans l'électorat

de Jean-Luc Mélenchon, 77% dans celui de Nicolas Dupont-Aignan et 79% dans celui de Marine Le Pen contre 33% dans celui d'Emmanuel Macron, 38% dans celui de François Fillon et 48% dans celui de Benoît Hamon mais encore 66% dans le groupe des « votes blancs et nuls et abstention ».

Graphique 4 - Le soutien à la science par catégorie sociale entre 2018 et 2020 (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vagues 10 et 11bis, 2020



Le croisement entre l'indice de populisme et l'indice de soutien à la science montre que la proportion de ceux qui soutiennent fortement la science passe de 38% chez les populistes de 2018 à 36% chez ceux de 2020. Au total, l'effet du niveau de populisme sur les représentations de la science est stable entre 2018 et 2020 et rien n'indique que son influence est plus grande. Mais l'érosion du soutien à la science touche encore plus ceux qui ne sont pas populistes puisque ce soutien passe de 62% à 57%, ce qui recouvre une part plus importante d'enquêtés qui ne se prononcent pas. En Allemagne, les plus populistes partagent le même niveau de soutien à la science (38%) un niveau qui augmente un peu chez les plus populistes de l'échantillon britannique (42%).

Néanmoins, populisme de gauche et populisme de droite ne sont pas équivalents dans leur rapport à la science. Cela se traduit tout d'abord par une proportion plus faible de soutiens à la science dans l'électorat de Marine Le Pen (36%) que dans celui de Jean-Luc Mélenchon (45%). Mais cela se traduit surtout dans des perspectives philosophiques très différentes car les données sur la critique de la science ne disent rien quant aux raisons pour lesquelles on la critique. Le populisme de gauche concentre sa critique le fait que les activités scientifiques sont prises en main par le capitalisme qu'incarnent, par exemple, les laboratoires pharmaceutiques, alors que le populisme de droite oppose à la rationalité de la science la spontanéité du peuple et les réactions affectives dans la perspective non pas d'une lutte des classes mais de l'abus moral des élites. Du reste, l'électorat de Jean-Luc Mélenchon est bien moins libéral que celui de Marine Le Pen sur le terrain économique : 14% de ses électeurs sont fortement libéraux contre 43%, 64% demandent une réforme en profondeur du capitalisme contre 51%.

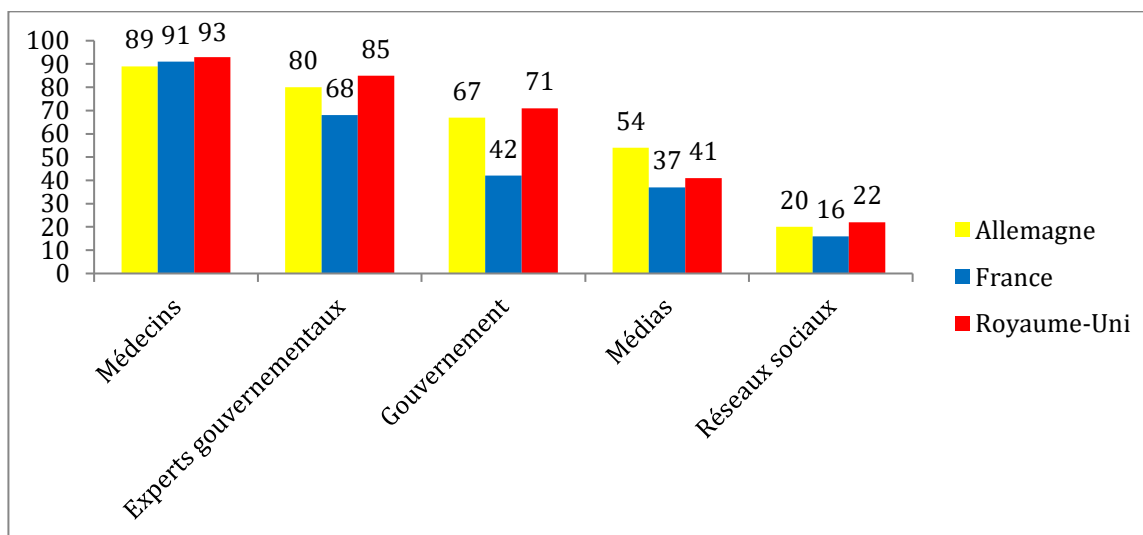
III - Une forte défiance à l'égard des informations gouvernementales caractérise la France

Le problème de la perception de la science tient à ce que la parole de celle-ci est médiatisée par de nombreux locuteurs. Lorsque l'information provient directement des médecins ou des scientifiques, le niveau de confiance reste haut, ce qui n'est plus du tout le cas lorsque l'expertise est passée par le filtre de la parole gouvernementale. Quel que soit le pays étudié, plus l'information s'éloigne du monde scientifique en tant que tel et plus le niveau de méfiance s'accroît, ce qui se vérifie dès que l'on se rapproche du gouvernement mais aussi des médias et surtout des réseaux sociaux. Mais les changements de comportement sont bien plus contrastés en France. On remarque ainsi que la

confiance placée en France dans les sources d'information sur la situation sanitaire passe de 91% lorsqu'il s'agit des médecins à 68% lorsqu'il s'agit des experts scientifiques qui conseillent le gouvernement puis à 42% lorsqu'il s'agit du seul gouvernement. L'expertise provenant des entourages gouvernementaux est bien plus suspecte en France qu'elle ne l'est en Allemagne ou au Royaume-Uni.

Graphique 5 - La confiance dans les diverses sources d'information sur la situation sanitaire en Allemagne, en France et au Royaume-Uni (%)

Source : Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, vagues 10 et 11bis, 2020



La même situation se reproduit, mais en pire, lorsqu'il s'agit des statistiques officielles concernant la crise du Coronavirus. La proportion d'enquêtés ayant confiance (en cumulant les réponses « tout à fait confiance » et « plutôt confiance ») en France dans les statistiques relatives au nombre de cas infectés est de 43% contre 59% en Allemagne et 61% au Royaume-Uni. Cette proportion passe à 48% lorsqu'il s'agit du nombre de décès contre 63% en Allemagne et 64% au Royaume-Uni. Et elle tombe à 30% lorsqu'il est question du nombre de masques disponibles contre 41% en Allemagne et 49% au Royaume-Uni.

Qui a encore confiance dans la parole gouvernementale en France ? Pour tenter de fournir une réponse, on a créé un indice de confiance dans la parole officielle reposant sur les réponses positives aux trois questions portant sur les sources d'information relative au nombre de cas infectés, de décès et au nombre de masques disponibles. L'indice va donc de 0 à 3 puis a été dichotomisé en un groupe à bas niveau de confiance (59% de l'échantillon) et un groupe à haut niveau de confiance (41%).

La première observation que l'on peut faire est que la confiance dans les statistiques officielles ne suit pas la logique de celle qui prévaut lorsqu'il s'agit des activités scientifiques. Par exemple, l'appartenance à une catégorie sociale produit un effet statistique assez limité. La proportion de ceux qui ont confiance passe ainsi de 37% dans les catégories populaires à 42% dans les catégories moyennes et à 47% dans les catégories supérieures. Le niveau de diplôme exerce un certain effet mais au-delà du master, le niveau de confiance passant ainsi de 34% pour le niveau CAP à 46% pour le niveau master et 52% pour le niveau doctorat et grandes écoles. En fait, la variable la plus discriminante reste le niveau de populisme puisque les plus populistes ont confiance à proportion de 31% contre 54% de ceux qui sont faiblement populistes, ce qui reste d'ailleurs une explication assez circulaire puisque le populisme repose précisément sur le rejet du personnel politique et de sa parole. On retrouve cet effet du populisme dans le niveau de confiance qu'expriment les différents électeurs de l'élection présidentielle de 2017 : 28% pour celui de Jean-Luc Mélenchon, 44% pour celui de Benoît Hamon, 64% (seulement) pour celui d'Emmanuel Macron, 47% pour celui de François Fillon et 25% pour celui de Marine Le Pen.

La situation française reste marquée par la fracture démocratique. En effet, l'impact statistique du populisme est bien moindre sur la confiance portée aux statistiques officielles en Allemagne et au Royaume-Uni. En Allemagne, les plus populistes ont confiance dans les données officielles à 46% contre 67% pour les moins populistes. Au Royaume-Uni, on passe, réciproquement, de 52% de confiance à 65% de confiance.

Conclusion

La gestion gouvernementale de la crise sanitaire reste limitée en France par la faible confiance accordée au gouvernement et aux informations officielles. Le doute quant à l'honnêteté du pouvoir est toujours d'un niveau élevé et ses effets déstabilisants touchent même le milieu médical où la figure du professeur Raoult a servi de figure emblématique de la défiance à l'égard de l'institution scientifique et des mensonges qu'elle générerait. Cette défiance à l'égard de toute parole instituée montre les limites des politiques de communication ou de la politique par la communication. Plus celle-ci se développe et plus le décalage entre le discours et la réalité sociale vécue par les enquêtés est saillant, notamment au sein des catégories populaires. En cela, le fait qu'Emmanuel Macron ait été élu par défaut en 2017 reste une contrainte forte qui limite sa crédibilité politique quelle que soit la crise à laquelle le gouvernement est confronté. La crise sanitaire n'a pas valorisé socialement la science comme l'acclamation des personnels soignants aurait pu le faire croire. Les filtres politiques au travers desquels celle-ci est perçue sont toujours actifs, et notamment le niveau de populisme. Le malaise démocratique n'a pas disparu avec l'épidémie.

Bibliographie et références documentaires

GALLAND (Olivier), « Le populisme sanitaire contre la science », *Telos*, 14 avril 2020, <https://www.telos-eu.com/fr/societe/le-populisme-sanitaire-contre-la-science.html>

ROUBAN (Luc), TOURNAY (Virginie), *Le populisme contre la science*, CEVIPOF, Note n° 3, Le Baromètre de la confiance politique, vague 10, janvier 2019. <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/le-barometre-de-la-confiance-politique>

L'auteur

Luc Rouban
Directeur de recherche au
CNRS
Centre de recherches
politiques de Sciences Po
(CEVIPOF)
luc.rouban@sciencespo.fr

Édition

Florent Parmentier / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

Pour citer cette note :

ROUBAN (Luc), « La science n'est pas valorisée par la crise sanitaire », *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, note 2, vague 11bis, avril 2020, 8 p.
URL : <https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/les-notes-de-recherche-du-barometre>

© CEVIPOF, 2020 Luc Rouban

Le Baromètre de la confiance politique

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. Depuis janvier 2009, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche sur la confiance politique.

Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.



info.cevipof@sciencespo.fr

www.cevipof.com
